

Relations Nord-Sud

que ce soit à propos de la course aux armements et de notre complicité dans ce domaine, des relations Nord-Sud ou de la stagnation de notre politique d'aide depuis dix ans.

J'aimerais ajouter autre chose à ce sujet au cas où le public s'imaginerait que les libéraux et les conservateurs, lorsqu'ils étaient au pouvoir, ont adopté une politique qui vise non pas à réaliser quelque accord dans le cadre d'une grande assemblée internationale, mais à mettre en œuvre des mesures concrètes.

Commençons par la course aux armements. On a beau dire que les armes nucléaires ont été bannies en territoire canadien, on en trouve encore à Comox. Le premier ministre l'a d'ailleurs répété. Mais chaque fois que nous l'interrogeons à propos de la bombe à neutrons, des armes de première frappe ou des missiles de croisière ou Pershing II, il répond: «Ils sont interdits en territoire canadien». Voilà qui est noble. Nous n'exportons de techniques nucléaires que si elles répondent à des normes de protection très strictes.

Mais le fait est que nous nous sommes lancés à pieds joints dans les techniques d'armement et la vente d'armes. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacGuigan) justifie cette politique en constatant que la plupart de ces armes sont destinées aux États-Unis. Comme si cela faisait une différence. Cela revient à dire par exemple que le matériel nucléaire produit par Litton Industries de Toronto pour le système de guidage et les missiles de croisière est parfaitement acceptable du fait qu'il est destiné aux États-Unis. Or je soupçonne qu'une partie de notre uranium et certains autres produits sont également vendus à l'Union soviétique.

● (1630)

J'ai demandé en comité au secrétaire d'État aux Affaires extérieures si l'augmentation effarante du budget militaire des États-Unis le préoccupait. Il m'a répondu non. Si nous ouvrons le rapport du 2 avril à la page 36:37, nous pouvons lire la déclaration suivante du Secrétaire d'État:

En ce qui a trait à l'augmentation du budget militaire américain, je ne pense pas vraiment que cette question nous regarde...

Sauf dans la mesure où cela risque d'influer sur leur politique d'aide au développement. Le gouvernement a permis—donc le parti conservateur lui aussi lorsqu'il était au pouvoir—que le Canada soit totalement engagé dans la course aux armements nucléaires. Nous affirmons que nous ne le sommes pas, mais nous le sommes, que ce soit dans la multiplication des engins nucléaires en Europe—multiplication que nous tolérons—ou dans la création et le déploiement éventuels d'une bombe à neutrons, que nous tolérons également ou dans la vente de pièces destinées au nouveau système de missiles de croisière, que nous encourageons. A vrai dire, le ministère de l'Industrie et du Commerce est désireux de voir le Canada accroître sa participation à la fabrication et à la vente des armes. Et nous avons encore le culot de nous prétendre une nation non nucléaire.

J'ai du mal à prendre le premier ministre (M. Trudeau) au sérieux lorsqu'il parle des mesures qu'il envisage de prendre pour amener la tenue de pourparlers sur le contrôle des armements, et favoriser la réduction et la limitation des armements, alors que nous sommes nous-mêmes engagés à un tel point dans ces activités. Au surplus, je ne pense pas que le reste du monde, et je pense notamment à de nombreux partis sociaux-démocrates du tiers monde et d'ailleurs, prenne le Canada très au sérieux, lorsque le premier ministre déplore,

comme il l'a fait aujourd'hui, que la course aux armements se poursuive tandis que des milliards de personnes souffrent, et alors que nous sommes à ce point engagés et complices dans cette course. L'attitude du gouvernement canadien est d'une hypocrisie incroyable.

La représentante de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald) a au moins laissé entendre dans son discours que nous devrions accorder davantage d'importance aux contraintes dans le développement des armes nucléaires. Je sais que les conservateurs n'ont pas gardé le pouvoir très longtemps, mais il n'était pas tellement question de contraintes au cours de cette période-là. Je me souviens de lui avoir demandé, quand elle était ministre, si le Canada se joindrait aux petits pays d'Europe dans les conseils de l'OTAN pour protester contre le déploiement possible du missile de croisière et du missile Pershing II. Elle a répondu que le Canada ne s'allierait pas avec d'autres petits pays afin de protester contre l'addition de ces armes d'attaque initiale à l'arsenal nucléaire européen. Nous avons observé ce qui se passait sans rien faire pendant toutes ces années-là, alors que l'Europe occidentale s'équipait d'armes nucléaires. Nous sommes braves en paroles, mais nos gestes ne reflètent pas nos paroles.

Que pourrions-nous faire? J'y ai souvent songé pendant les séances du comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale. Premièrement, nous pourrions essayer d'exercer un peu d'influence au sein des alliances militaires dont nous faisons partie, soit l'OTAN et NORAD. Sauf erreur, nous n'avons pas essayé. Nous ne voulons pas essayer parce que nous sommes profondément impliqués dans les stratégies nucléaires que nous sommes censés déplorer. Puisque nous ne voulons pas ou ne pouvons pas influencer ces conseils, nous pourrions être honnêtes avec les Canadiens et les autres gens qui comptent sur nous et qui croient ou veulent croire ce que nous disons. Si nous voulions vraiment nous comporter comme nous le prétendons, nous pourrions être honnêtes et nous tenir à distance des grandes alliances militaires dominées par les pays puissants. Nous pourrions faire cela.

De temps à autre, le premier ministre laisse entendre que nous pourrions peut-être réduire notre contribution à l'OTAN. Avec un semblant d'effort, il a dit que si nous donnions un peu moins nous n'y serions pas aussi mêlés, ou que nous n'aurions pas l'air d'y être aussi mêlés. C'est une façon détournée d'agir. Mais cela ne semble plus être le cas. Le moment est peut-être venu pour le Canada et pour les deux autres partis de se pencher sérieusement sur la question de savoir si, en se dissociant des grandes puissances qui risquent de nous mener à l'holocauste nucléaire, qui, comme nous le savons tous, nous menace vraisemblablement, le Canada peut éviter ce désastre. Nous devrions nous associer aux autres États et nations qui partagent nos vues pour prendre part à une véritable course à la paix et nous retirer de la course aux armements.

M. Baker (Nepean-Carleton): Est-ce que vous proposeriez que le Canada se retire de l'OTAN?

Mlle Jewett: Oui. Si les autres partis, c'est-à-dire celui qui est au pouvoir et celui de l'opposition, ne sont pas disposés à prendre des mesures concrètes, alors qu'ils cessent de pérorer.

Il en va de même pour bien d'autres aspects de la politique extérieure du gouvernement. Le gouvernement se fait l'apôtre des droits de l'homme et de la liberté politique dans le Tiers monde et dans les pays industrialisés. Pourtant, le gouverne-